

M. DCC XL.

L E T T R E

A l'Auteur de la réponse au

PATRIOTE HOLLANDOIS.

MONSIEUR,

Vous me disputez jusques à mon nom de Patriote Hollandois & vous voulez que je n'en sois qu'un prétendu. Pour en bien juger, il faut l'être soi-même. La main sur la conscience; êtes vous de ces Hollandois sans tâche en qui il ne coule dans les veines qu'un sang vraiment Republicain? Si cela étoit, vous ne vous fachiez pas tant. Qu'ai-je dit qui puisse si fort blesser un bon Hollandois? J'ai fondé mon sentiment sur le principe que nous n'étions dans aucun des cas où je serois le premier à louer la Révolution d'augmenter nos troupes de terre. Comment prouvez-vous que nous y sommes?

Vous attaquez le premier Article de ma proposition, en demandant si notre tranquillité est aussi grande que je la représente? & pour prouver qu'il s'en faut beaucoup, vous vous jetez sur l'état de notre navigation vers nos Colonies en Amerique, & la saisie de plusieurs bâtimens de nos negotians dont nous n'avons pu jusques ici procurer la restitution. Vous ne prenez pas garde à la bévue dans laquelle vous tombez. Il s'agit ici uniquement de la sorte d'inquietude qui demanderoit une augmentation dans nos troupes de terre. Ai-je dit un seul mot sur ce qui regarde l'équipement provisionel de quelques Vaisseaux pour protéger la navigation de nos marchands? Rien de plus sage sans doute que cette precaution, dans un temps où les mers sont couvertes d'une multitude de Bâtimens qui sont pour les commercans les oiseaux de proie de la Mer. Mais de bonne foi, quelle application y a-t'il à faire d'une augmentation de quelques hommes par compagnie dans nos troupes de terre, à ce besoin de pourvoir à la sûreté de la navigation de nos gens? Qu'avez vous prétendu, quand pour donner un motif solide à cette augmentation, vous le cherchez dans l'étalage que vous faites de l'enlèvement & la saisie de plusieurs de nos Bâtimens sans pouvoir obtenir Justice, dites vous; Car vous passez sous silence la restitution que l'Espagne nous a cependant fait déclarer qui se feroit, de quelques uns de ces Bâtimens qu'elle jugeoit les moins suspects d'avoir été destinés au commerce prohibé? Trouvez vous que les compagnies de nos Troupes de Terre renforcées ou non de quelques hommes de plus, fassent quelque chose à ce que vous alléguiez de ces saisies dans les Mers de l'Amerique, & qui, selon votre expression, *barbouillent* si fort le portrait que j'ay fait de nostre tranquillité? Falloit il vous donner la peine de me refuter pour n'avoir que de pareils raisonnemens à faire?

Il est vrai que dans un autre endroit vous mettez en avant un commencement de demeslé important, dites vous, entre nous & le Dannemarck; Vous

de

demandez si les affaires d'Oostfrise & celles de Bergh & Julliers sont accomodées; Vous appelez a votre secours nostre obligation de remplir les conditions du traité de la Barriere; enfin vous rappelez notre garantie de la succession Britannique dans la ligne d'Hanover, & l'obligation ou elle nous mettroit de secourir l'Angleterre de nos troupes, contre les projets d'invasion de l'Espagne, dont vous dites que toute l'Europe a retenti, pour transporter le Pretendant en Irlande ou en Ecosse.

Que de choses vous mettez ensemble! Augmenter nos Troupes de Terre en vue d'un commencement de démêlé avec le Dannemarck; y avez vous bien pensé? Que pouvons nous avoir a démêler par Terre avec cette Puissance?

Il est vrai qu'il manque encore pour l'avenir la grande tranquillité presente dont nous jouissons, de voir les affaires d'Oostfrise & celles de Bergh & Julliers, accomodées. Mais serions nous bien conseillés d'être les premiers a battre la caisse & d'en donner l'exemple, en vue d'un trouble dans ces quartiers là, & notre principe n'a t'il pas toujours été au contraire de contribuer de tout notre pouvoir a accomoder les choses, sans bruit des Armes?

Quelle idée donneriez vous de nôtre Republique, s'il falloit vous en croire sur le besoin d'augmenter nos troupes pour pouvoir remplir les conditions du Traité de la Barriere? Environ vingt-cinq années se sont écoulées depuis la conclusion de ce Traité; cependant a la reserve du seul intervalle depuis l'année 1727. jusqu'en 1734., nos Troupes n'ont pas été sur un pied plus fort que celui ou elles sont aujourd'hui. Faudra-t'il donc croire que nous aïons négligé pendant un si grand nombre d'années ce que, selon vous, nos engagements resultans de ce Traité, rendroient aujourd'hui nécessaire?

Que dirai-je de votre dernier argument tiré de ces projets de l'Espagne pour le transport du Pretendant, & que vous dites avoir si fort retenti? Prenez vous bien vostre temps pour recourir a l'usage usé de ce Phantome, lorsque l'on sçait les forces Navales de l'Espagne parties de Ferrol, & apparament avec des viées qui les conduiront bien loin de l'Irlande ou de l'Ecosse, & vous donneront le loisir de dormir longtems en repos sur la paisible succession Britannique dans la ligne d'Hanover?

Je passe a votre maniere de me refuter dans le second Article de ma proposition.

J'avance gratuitement, dites vous, que si l'augmentation s'effectue, ce ne sera que dans le dessein de la part de ceux qui porteront le plus grand fardeau de la depense, de s'en decharger dès-que le moment de la complaisance qui entraine, sera passé. Comment etablisiez vous le contraire? Vous avancez que celle des Provinces qui doit porter le plus grand fardeau, a déclaré qu'elle ne consentoit a l'Augmentation, *qu'a condition qu'il n'y auroit pas de reduction comme cela est arrivé il y a quelques années.* Vous avez voulu sans doute designer la province de Hollande; mais d'ou sçavez vous cette declaration que vous lui attribuez d'avoir faite? ou ne seroit ce ici que l'artifice d'un Ecrivain a qui tout est bon, pourvu qu'il impose a la multitude, sur les faits qu'elle ignore?

Tous ceux d'entre nous qui assistent à l'assemblée des Etats de la Hollande, se souviennent fort bien de la façon dont opina une de nos premieres Villes. Elle faisoit voir que depuis très longtems nôtre Republique n'avoit été dans

une

une circonstance qui demandât moins que celle d'apresent, que nous augmentassions nos troupes; Cependant elle ne seroit pas la dernière à y donner les mains, s'il s'agissoit de faire l'augmentation avec un ferme propos de ne plus reduire comme on avoit fait ci-devant. Vous voyez que cette façon d'opiner revient precisement au même, que ce que j'ay dit en parlant du second cas dans lequel j'applaudirois a l'augmentation, mais qui n'étoit point le nôtre. La déclaration qui nous y mettroit & que vous attribuez a la Hollande d'avoir faite, est votre ressource; mais n'existant point, que devient votre refutation?

Refutez vous plus solidement la troisieme partie de ma proposition? J'ay dit que quelques Hommes de plus dans nos compagnies, que chacun sçaura n'y être que pour faire montre d'une complaisance passagere, ne sont pas capables de rien ajouter a la consideration de notre Republique dans l'Europe; je l'ai dit & je le dis encore. De quel usage en effet nous seront ces Hommes de plus dans nos troupes de terre, pour augmenter notre consideration sur la mer? Je dois avouer que de ce costé la nous ferons chose louable d'augmenter; mais d'ailleurs que manque t'il au bonheur de nôtre position presente, si non d'en sçavoir jouir dans toute son étendue?

Mais dites vous, un grand Ministre a fort approuvé que nous augmentassions nôtre milice *Et a déclaré qu'on pouvoit l'exécuter sans donner de jalousie a nos Voisins.* J'ignore ce fait; mais je conviens sans peine que cette augmentation ne causera ombrage a personne. L'on connoit trop que ce qui nous convient est de chercher a ramener la tranquillité publique, & non pas de nous joindre a ceux qui l'ont troublée. C'est pourquoi j'ay dit que faisant d'ailleurs cette augmentation sans motif pour nous mêmes, *nous vuiderions nôtre bourse pour neant.* Je n'ay parlé ensuite que de la complaisance qui cependant en paroîtroit le principe, & des inconveniens pour nos interêts qu'on put nous l'attribuer.

Je dois avouer que je ne m'étois pas attendu au parallele que vous faites de cette augmentation de nos troupes par terre, avec les equipements de la France a Brest & a Toulon. Il est assés plaisant que selon vous, *pour être en situation a tout evenement*, ce soit la France qui arme par mer, & nous puissance Maritime, par terre.

Je veux vous avertir d'une contradiction ou vous tombez avec vous même & qui n'est pas petite. Vous vous aigrissez de ce que je prévois que, si c'est enfin l'Espagne qui se laisse la premiere & qui soit obligée de recevoir la loy des Anglois, elle pourra prendre pretexte de la complaisance que nous aurons eue en vûe d'eux, pour au moins ne nous pas comprendre dans les mêmes avantages de commerce qu'elle seroit reduite a leur accorder par la paix, & que les Anglois de leur costé, loin d'appuyer alors nos interêts & de nous paier par la de nostre complaisance, seront les premiers a s'applaudir en secret du pretexte qu'elle fournira à l'Espagne de faire difference d'eux a nous. Sur cela vous vous emportez. Vous demandez ce qu'après tout nous avons a attendre de l'Espagne lors d'une pacification, ou elle n'aura plus besoin de nous *Et ne nous craindra plus.* Si nous n'avons pu, dites vous, en rien obtenir depuis ses brouilleries avec l'Angleterre, *Et dans des circonstances ou il étoit de sa convenance de nous*

caresser ou du moins de nous menager. Mais après avoir accusé en cet endroit l'Espagne de n'en avoir pu rien obtenir dans cet intervalle de tems, pour le redressement de nos griefs, vous oubliez bien-tôt après votre declamation contre elle, & vous me taxez de ne sçavoir pas le dessous des cartes. *Le Patriote*, dites vous, ignore que Sa Majesté Catholique pense autrement qu'il ne l'annonce, puisqu'elle vient de faire faire une declaration a L: H: P: ou l'on voit que ce Prince satisfait de la conduite de la Republique a envoyé des defenses positives a tous les armateurs ses sujets, de troubler en aucune maniere la navigation des sujets de L: H: P: vers leurs établissemens &c. Mais si c'est la le dessous des cartes, il faut donc s'y tenir & ne pas invectiver contre l'Espagne, comme si son procedé a nôtre égard nous obligeoit a armer non seulement par mer mais encore par terre.

Cette contradiction ou vous tombez n'est pas la seule. *Ou sont les instances*, dites vous, *que la Cour Britannique nous a faites pour nous engager a cette augmentation dans nos Troupes ? ou sont les Memoires de ses Ministres a cet égard ?* vous prenez la precaution d'ajouter: *depuis que nous avons déclaré que nous étions résolus d'observer la plus grande impartialité entre les deux puissances Belligerantes.* Cette restriction, depuis &c., vous étoit necessaire; car vous n'avez pas esperé qu'on oublierait que ce fut pendant le séjour que Mr Horace Walpole vint faire icy l'année dernière, que la proposition de cette augmentation fut mise sur le tapis, & appuyée de tous les efforts de ceux qui étoient chez nous les Echos de ses clameurs, pour la faire réussir dès lors, si cela avoit été possible. Mais pour paroître d'accord avec vous même, il auroit fallu en demeurer a cette distinction des tems, & ne nous pas parler trois pages plus bas des instances qui nous ont été faites de faire cause commune de griefs &c.

Je sçais que l'augmentation dans nos troupes, qui sera la suite de ces institutions, si elle s'effectue, ne signifie rien moins que nous voulions en venir jusques a prendre parti; nous ne sommes pas assez aveuglés pour abandonner ainsi, sans motif pour nous, l'avantage de voir se retablir & prosperer nôtre commerce, a proportion que celui des Anglois est troublé & souffre; mais elle affoiblit l'opinion de notre impartialité, & autorise l'idée du pouvoir sur nous des anciennes habitudes, pour nous laisser entraîner dans des complaisances vaines en elles mêmes, mais qui peuvent nous nuire, & éloigner de nous les preferences qu'il nous seroit si avantageux de sçavoir nous menager.

Je finis par un conseil que je vous donnerai en le prenant pour moi même. Nos Souverains n'ont pas tellement rendu leur Resolution finale pour l'augmentation dans nos Troupes, qu'ils ne se soient ménagé un répit avant de l'effectuer. Ils n'ont indiqué qu'au douze fevrier prochain, le temps ou commencera a avoir lieu la solde des Fantassins ou Dragons dont nos compagnies auront a être augmentées, & ce n'est qu'au mois de Novembre que l'avertissement donné a nos Officiers leur annonce la delivrance de l'argent de la levée; c'est un milieu entre votre sentiment & le mien. Imitons nos Souverains dans ce répit qu'ils se sont judicieusement ménagé; donnons en un aussi a nos écrits sur cette matiere; vous en userez comme il vous plaira, mais je m'en tiendrai a suivre pour moi, ce même conseil que je vous donne. Je suis, &c,